

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/SGP/1

G/SCM/Q1/SGP/1

11 mars 1997

(97-0983)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 18.5 ET DE L'ARTICLE 32.6 DES ACCORDS

Réponses de SINGAPOUR¹ aux questions de l'AUSTRALIE² et de la MALAISIE³

La Mission permanente de Singapour a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 6 mars 1997.

AUSTRALIE

Question

Etant donné que Singapour n'a pas encore modifié sa législation pour la rendre conforme à l'Accord antidumping et à l'Accord sur les subventions de l'OMC, cela signifie-t-il qu'elle n'engagera aucune action nouvelle en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs avant que la législation modifiée n'ait été promulguée et notifiée aux comités? Dans le cas contraire, comment Singapour fera-t-elle en sorte que cette action soit compatible avec les Accords de l'OMC?

Réponse

Au cours de la deuxième réunion conjointe du Comité antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires qui s'est tenue le 26 octobre 1995, la délégation de Singapour avait donné des assurances que Singapour n'engagerait aucune action nouvelle en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs tant que la nouvelle législation n'aurait pas été adoptée, et qu'elle n'engagerait aucune action incompatible avec ses obligations au regard des Accords de l'OMC.

La nouvelle législation a été adoptée le 1er novembre 1996. La Loi sur les mesures compensatoires et les droits antidumping de 1996 a été notifiée à l'OMC le 7 novembre 1996, et est reproduite dans le document G/ADP/N/1/SGP/2-G/SCM/N/1/SGP/2.

¹G/ADP/N/1/SGP/1-G/SCM/N/1/SGP/1.

²G/ADP/W/85-G/SCM/W/94.

³G/ADP/W/148-G/SCM/W/155.

MALAISIE

Questions

- i) **Singapour notifiera-t-elle au Comité des pratiques antidumping et au Comité des subventions et des mesures compensatoires de l'OMC la loi qui sera applicable dans ce pays en attendant l'entrée en vigueur de sa nouvelle législation nationale?**
- ii) **Si un fabricant malaisien demande un réexamen et peut justifier un tel réexamen, les autorités compétentes de Singapour examineront-elles cette demande au titre de la législation actuelle ou le fabricant malaisien devra-t-il attendre que la nouvelle législation en la matière soit entrée en vigueur?**

Réponse

A la deuxième réunion conjointe du Comité antidumping et du Comité des subventions et des mesures compensatoires, qui s'est tenue le 26 octobre 1995, la délégation de Singapour avait indiqué qu'en attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation nationale toute demande de réexamen émanant d'un fabricant, autorisée en vertu de la législation antidumping alors en vigueur, serait examinée conformément aux procédures prévues dans l'Accord antidumping de l'OMC.

Question

- iii) **A la suite de la réponse apportée à la question du délégué australien, à savoir que le Ministre a toute liberté pour décider d'engager ou non une procédure en attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation nationale, la Malaisie souhaite savoir au titre de quelle loi le Ministre engagerait une procédure s'il a liberté de le faire en attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation nationale en la matière?**

Réponse

Singapour avait indiqué, dans sa réponse au délégué australien, que le pays n'engagerait aucune action nouvelle en matière de droits antidumping ou de droits compensateurs en attendant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation et qu'il ne prendrait aucune mesure incompatible avec ses obligations au regard de l'Accord antidumping.

La nouvelle législation a été adoptée le 1er novembre 1996. La Loi sur les mesures compensatoires et les droits antidumping de 1996 a été notifiée à l'OMC le 7 novembre 1996, et est reproduite dans le document G/ADP/N/1/SGP/2-G/SCM/N/1/SGP/2.